

Arrêté N° 2023_03683_VDM

SDI 22/0322 - ARRÊTÉ DE MAINLEVÉE DE MISE EN SÉCURITÉ - 1 RUE PAVILLON - 13001 MARSEILLE

Nous, Maire de Marseille,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2131-1,

Vu les articles L511.1 et suivants ainsi que les articles L521.1 à L521.4 du code de la construction et de l'habitation,

Vu les articles R511.1 et suivants du code de la construction et de l'habitation,

Vu l'article R556-1 du code de justice administrative,

Vu l'arrêté n° 2023_01497_VDM du 23 mai 2023 portant délégation de fonctions à Monsieur Patrick AMICO, adjoint en charge de la politique du logement et de la lutte contre l'habitat indigne,

Vu l'arrêté de mise en sécurité – procédure urgente n° 2022_01702_VDM, signé en date du 18 mai 2022, qui interdit pour raison de sécurité l'occupation et l'utilisation de l'immeuble sis 1 rue Pavillon - 13001 MARSEILLE 1ER,

Vu l'arrêté de mise en sécurité n° 2023_00768_VDM, signé en date du 21 mars 2023, prescrivant des mesures définitives permettant de mettre fin à tout danger,

Vu l'attestation établie le 8 novembre 2023 par Monsieur Richard JAVIER, architecte DPLG (SIRET n° 445 409 121 00016), domicilié 15 rue de Cassis - 13008 MARSEILLE,

Vu le rapport de visite dûment établi par les services de la ville de Marseille, en date du 13 novembre 2023, constatant la réalisation des travaux définitifs mettant fin durablement au danger dans l'immeuble sis 1 rue Pavillon – 13001 MARSEILLE 1ER,

Considérant l'immeuble sis 1 rue Pavillon – 13001 MARSEILLE 1ER, parcelle cadastrée section 803A, numéro 0026, quartier Noailles, pour une contenance cadastrale de 79 centiares,

Considérant que le représentant du syndicat des copropriétaires de l'immeuble est [REDACTED]

Considérant qu'il ressort de l'attestation de Monsieur Richard JAVIER, architecte DPLG, que les travaux de réparation définitive mettant fin à tout danger ont été réalisés dans l'immeuble sis 1 rue Pavillon – 13001 MARSEILLE 1ER,

Considérant les visites des services municipaux en dates du 21 septembre 2023 et du 13 novembre 2023 ont permis de constater la réalisation effective des travaux attestés,

ARRÊTONS

- Article 1** Il est pris acte de la réalisation des travaux de réparation définitive, attestés le 8 novembre 2023 par Monsieur Richard JAVIER, architecte DPLG, dans l'immeuble sis 1 rue Pavillon – 13001 MARSEILLE 1ER, parcelle cadastrée section 803A, numéro 0026, quartier Noailles, pour une contenance cadastrale de 79 centiares, appartenant, selon nos informations à ce jour, [REDACTED]
- [REDACTED]
- La mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité n° 2023_00768_VDM, signé en date du 21 mars 2023, est prononcée et met fin à l'ensemble des arrêtés liés à ladite procédure.
- Article 2** L'accès à l'immeuble sis 1 rue Pavillon – 13001 MARSEILLE est de nouveau autorisé. Les fluides de cet immeuble autorisé peuvent être rétablis.
- Article 3** A compter de la notification du présent arrêté, l'immeuble peut à nouveau être utilisé. Les loyers ou indemnités d'occupation des locaux d'habitation seront à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suivra la notification et/ou l'affichage du présent arrêté.
- Article 4** Le présent arrêté sera notifié sous pli contre signature ou par tout autre moyen conférant date certaine à la réception, au syndic de l'immeuble tel que mentionné à l'article 1. Celui-ci le transmettra aux propriétaires, aux ayants droit éventuels, **ainsi qu'aux occupants.**
- Le présent arrêté sera affiché en mairie de secteur ainsi que sur la façade de l'immeuble. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille.
- Article 5** Le présent arrêté sera transmis au Préfet du Département des Bouches-du Rhône, au Président de la Métropole Aix Marseille Provence, à la Direction de la Voirie, au Bataillon de Marins Pompiers, à la Ville de Marseille, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, et au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du lieu de situation de l'immeuble.
- Article 6** Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours gracieux devant le Maire.

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.


Patrick AMICO

Monsieur l'Adjoint en charge de la
politique du logement et de la lutte contre
l'habitat indigne

Signé le : 16/11/2023

